

L'EDITO

N°92

NOVEMBRE 2018

LE COUPLE MACRON-MEDEF PEUT CONTINUER TRANQUILLEMENT !

Le résultat des récentes manifestations intergénérationnelles, rassemblant actifs, retraités, jeunes, n'a pas de quoi inquiéter nos dirigeants par contre, il a de quoi nous inquiéter, nous !

En effet, le chiffre officiel de 300 000 manifestants sur toute la France, la participation insuffisante aux mouvements de grève, seuls en mesure d'atteindre le patronat, n'est pas de nature à faire ressortir le mécontentement de beaucoup de nos concitoyens. Une nouvelle fois, nous faisons la comparaison avec l'immense foule qui s'est déplacée aux Champs Elysées pour accueillir les vainqueurs de la coupe du monde de foot... En quoi gagner la coupe du monde est-il de nature à changer la vie des gens alors que ce qui est en cours de mise en place actuellement va fondamentalement faire baisser les revenus de la majorité d'entre eux, actifs comme retraités et en faire passer beaucoup dans la pauvreté, voire la misère ?

Le fatalisme, la résignation sont bien soigneusement organisés par les médias dont on connaît les propriétaires qui ont tout à gagner à nous transformer en moutons. Jamais aucune contradiction, tous les soi-disant « experts » peuvent dérouler leurs leçons bien apprises sans débat, entre eux, sans personne pour faire entendre un autre discours. Tout est fait pour faire croire aux gens que le système actuel est obsolète, ne peut plus fonctionner et que la retraite par points leur sera plus favorable. Les Suédois que nous avons pu rencontrer (voir en page 3), nous mettent très sérieusement en garde et nous recommandent de ne surtout pas accepter la retraite par points !

Une camarade nous rappelle que, avant la dernière guerre, certains travailleurs bénéficiaient d'une retraite par capitalisation, volontaire ou mise en place par leurs entreprises. A la fin de la guerre, avant la mise en place de la Sécurité sociale, ces travailleurs ont touché, en guise de pen-

sion de retraite, « le bleu », c'est-à-dire la valeur d'un paquet de tabac bleu. Alors, que, avec la mise en place des dispositions prévues par le CNR, notre protection sociale d'aujourd'hui, celle que le Medef veut voir disparaître (pour récupérer les sommes consacrées aux retraites et surtout faire encore plus de profit via les assurances et les banques), les retraités de 1946 ont touché des vraies retraites. N'oublions pas que le pays était alors exsangue, détruit, en phase de reconstruction dans tous les domaines.

Autre façon d'endormir nos concitoyens : parler, reparler, parler encore, d'un éventuel remaniement ministériel dont chacun savait bien que de toute façon le cours des choses n'en serait pas changé, que rien dans la politique actuelle ne serait modifié. Ainsi on évite que certains puissent en venir à penser qu'il y a des solutions pour sauvegarder, sur le long terme, notre système de protection sociale : faire diminuer le chômage par exemple en ne recourant plus à un nombre intensif de contrats précaires, en ne faisant pas travailler les salariés au-delà de 60 ans, en revalorisant les salaires des femmes, en n'augmentant pas le nombre de mini-jobs comme en Allemagne ou en Angleterre.

Défendre notre protection sociale doit être la priorité de nos concitoyens.

Notre système actuel est fiable.

Faudra-t-il que la misère s'installe dans la plupart des foyers pour QU'UNE RÉACTION de leur part se fasse DANS LA RUE, dans l'entreprise, massivement, pour stopper les projets ultra-libéraux que veulent nous imposer Macron et ses sbires, coachés par la Commission européenne ?

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 0155826888 - Fax. 0155826915
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0119 S 08416

Nous le disions en page 1, **LA JOURNÉE DU 9 OCTOBRE** n'a pas eu le retentissement espéré. Certes, des syndicats (Planet Wattohm, SEPR...) ont suivi le mot d'ordre fédéral, ont appelé à la grève et le mouvement a été suivi, mais les manifestations, élément visible de l'action, n'ont pas rassemblé autant de mécontents qu'espéré. Elles n'étaient néanmoins pas ridicules et les cortèges étaient nombreux, dans tous les départements, **MAIS IL EST INDISPENSABLE D'ALLER PLUS LOIN, SANS ATTENDRE !**



QUANT AU 18, date fixée sous l'influence des « neuf », intersyndicale des retraités, elle a eu le mérite de faire parler de la perte de pouvoir d'achat des retraités, qui ont toutes les raisons de se « plaindre », bien que le Président de la République leur demande de se taire !

INTERNATIONAL

La journée internationale de lutte pour les droits et la dignité des retraités a bien été prise en compte par nos camarades, déjà mobilisés par les actions nationales mais qui ont tenu à faire entendre, au Havre, à Pont-de-Claix, à Fontenay, une voix différente de celle véhiculée par les médias.

Le PEO, syndicat progressiste de Chypre, a envoyé à la Fédération un message de solidarité avec les travailleurs en lutte le 9 octobre. L'antenne européenne de la FSM a également envoyé un message de soutien aux travailleurs français.



LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA PAIX, organisée par notre Fédération, va rassembler, les 5 et 6 décembre, des syndicalistes venus de très nombreux pays, certains particulièrement impactés par les problématiques liées aux guerres actuelles ou passées, mais aussi des représentants d'organisations comme le Mouvement de la Paix, l'ARAC, l'ONU... Et, bien sûr, la FSM. Tous les camarades, retraités comme actifs, sont invités à participer à ces travaux : la paix est la première revendication de la CGT et de la classe ouvrière, aujourd'hui comme hier.

□ CONFÉRENCE SUR LE FUTUR DES PENSIONS, EN GALICE (ESPAGNE)

Un secrétaire fédéral et un secrétaire de l'UFR FNIC ont assisté, à Saint-Jacques-de-Compostelle, aux travaux de cette conférence, initiée par une élue galicienne au Parlement européen, en présence de politiques de plusieurs pays, d'économistes, d'avocats du travail, d'universitaires, de syndicalistes espagnols, portugais (CGTP), français (FNIC).

Le constat a été fait d'une dégradation générale des systèmes de retraite, avec des droits et des pensions en baisse. En Grèce, les pensions ont été réduites de 50 %.

En Suède, le système par répartition a été supprimé en 1990 et depuis, les travailleurs cotisent 47 ans pour avoir une retraite pleine et leurs cotisations partent, au choix, dans 800 fonds de pension. 300 000 retraités sont sous le seuil de pauvreté et l'ancien maire de Stockholm nous a recommandé « surtout, n'acceptez pas notre système par points, refusez et lutez pour l'empêcher ».

Au Portugal les salariés se battent avec la CGTP pour garantir la retraite avec 40 ans de cotisations. En Espagne, le régime ressemble au nôtre mais la dernière réforme a repoussé l'âge de départ, pour arriver à 67 ans.

Dans tous les pays, différence de pension entre hommes et femmes. Sur toute l'Europe, remise en cause des différents régimes, en particulier par répartition, avec allongement de carrière et baisse des pensions.

La Commission européenne a en projet un Plan d'Épargne Retraite individuel, dont chaque pays

devra s'inspirer. L'objectif est de réduire la part des pensions dans le PIB. Les prestataires seront les compagnies d'assurance, les banques, les fonds de pension...Ce sera donc la capitalisation pour une retraite à deux vitesses.

□ DÉPUTÉS LREM.....HONTE À VOUS !

En refusant l'amélioration de la rémunération des accompagnateurs d'élèves handicapés, vous avez franchi le cap de l'IGNOMINIE !

Le député LR Aurélien PRADIÉ, a déposé une proposition de Loi à l'Assemblée nationale, prévoyant notamment un statut unique pour les Auxiliaires de Vie Scolaire et les accompagnants des élèves en situation de handicap. Il faut savoir qu'il faut à ces personnes beaucoup de patience, d'humanité et d'abnégation. Avec une rémunération de près de 700 euros mensuels voire beaucoup moins... Le résultat, c'est qu'il n'y en a qu'environ 200 000 en France, que c'est loin d'être suffisant et que beaucoup d'enfants handicapés n'ont pas d'accompagnateur. D'où des classes perturbées, des enseignants en difficulté pour assurer les programmes et des parents se désespérant de voir leurs enfants ne pas progresser.

Tous les députés de gauche étaient prêts à débattre de cette proposition de loi, voire la voter.

Eh bien NON ! Les députés LaREM ont empêché tout débat et fait avorter ce projet avant même qu'il ne soit discuté.

Pourtant cette loi n'aurait pas coûté bien cher en comparaison du fabuleux cadeau de 5 milliards d'euros, fait aux riches avec la suppression de l'ISF. LaREM a démontré une nouvelle fois tout son cynisme, tout son mépris envers ceux qui sont au plus bas de l'échelle sociale.

« REPUBLIQUE DES COPAINS ET DES COQUINS »

La Ministre de la santé, Agnès Buzin, qui n'a pas les moyens de financer, même à minima, les hôpitaux et les EHPAD, a nommé Xavier Privot Directeur du centre anti-cancéreux Paul Strauss de Strasbourg. Son salaire annuel a été fixé à 312 000 euros net, auxquels s'ajoute une confortable indemnité de résidence car, selon la ministre, il a une famille et le prix des locations immobilières à Strasbourg est très élevé...

LE RESTE À CHARGE financier des patients en matière de frais de soins de santé : la réalité. Ce sujet, très important, pour les retraités en particulier, sera traité dans notre numéro de décembre.

□ CONFÉRENCE UFR LES 5, 6 ET 7 JUIN 2019

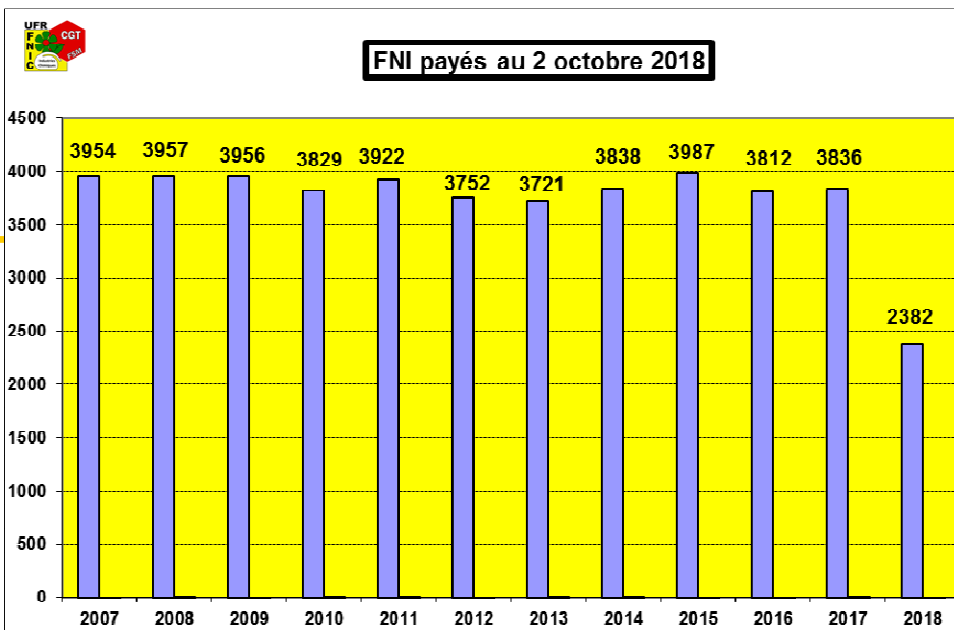
Elle se tiendra à DIVES-SUR-MER, dans le Calvados, non loin d'Houlgate, de Cabourg, en plein pays d'Auge. Le Comité Exécutif Fédéral se réunira sur le même site, la veille de la conférence, permettant ainsi à ses membres de participer à nos travaux. Toutes informations et document d'orientation seront envoyés début janvier dans tous les syndicats.

L'Agenda

5 ET 6 DÉCEMBRE,
Conférence internationale sur la Paix.

18 DÉCEMBRE, Conseil national de l'UFR.

l'Orga - le point



SOYONS POSITIFS :

par rapport aux chiffres à fin septembre 2017, on note une légère progression, tant pour l'année précédente que pour l'année en cours. Pour cette dernière, il n'y a quand même pas de quoi se réjouir, dans la mesure où les FNI

(rappelons qu'il s'agit des timbres de janvier !) sont encore en retard de 38 %. Il ne reste que peu de semaines pour rattraper le retard, pour régler des timbres déjà payés par les adhérents mais souvent bloqués par des trésoriers, retraités ou actifs, au prétexte d'attendre la fin de l'année pour tout verser en une seule fois : ceci est contraire à nos statuts, ne l'oublions pas... et pourrait avoir des conséquences en termes de participation au congrès confédéral puis au congrès fédéral, en 2020.

Suite à nos interrogations du bulletin *On continue* d'octobre, nous avons appelé la CARSAT de Lille pour poser les questions mentionnées, notamment la date de mise en vigueur du prélèvement à la source : pas de réponse malgré plusieurs essais. Nous avons appris depuis que nos interlocuteurs sont.... des robots !

La vie des sections

SECTION DES RETRAITÉS ADISSEO À COMMENTRY

Le camarade qui anime cette section de 54 adhérents considère qu'elle n'a pas une grosse activité, dont il nous donne les détails :

Chaque année nous tenons une réunion des retraités, ce n'est pas suffisant nous en sommes bien conscients, mais nous allons essayer d'améliorer.

En début d'année (pour les vœux) le CE organise un repas dansant pour les anciens de l'usine, le repas est gratuit pour les syndiqué.es, c'est le syndicat qui offre le repas.

Tous les syndiqué.es retraités qui ont une adresse mail reçoivent les info du syndicat.

Personnellement j'envoie aussi des info sur tout ce qui touche les retraités et j'envoie tout ce qui concerne les journées d'actions et de manifestations.

Tous les retraités sont invités aux travaux (congrès et assemblées générales) du syndicat et des structures de la CGT.

Quelques retraités se mobilisent pour distribuer des tracts sur le marché de la ville.

Notre commentaire : ce n'est peut-être pas une grosse activité, néanmoins les retraités sont informés et les contacts avec les actifs sont maintenus.



Christophe Barbier, un de ces journalistes qui sévissent sur BFM TV, s'est permis cette fine analyse : « Les intentions de vote des retraités ne sont pas dangereuses car bon nombre des plus âgés d'aujourd'hui ne seront plus électeurs en 2022 ». Autrement dit, allez-y, messieurs de LaREM, ne craignez pas la colère des retraités, beaucoup seront morts au moment des prochaines élections. Tout en élégance et délicatesse !